

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**ACCORD-CADRE RELATIF AU CONTRÔLE DE COÛTS PAR L'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE  
DES MARCHES PUBLICS DE COMMUNICATION ET DE CONSEIL ET ACHATS MEDIA**

**Document commun aux 2 lots**

Accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2124-2, R2161-2 à 5, R2162-1 à 6 du  
code de la commande publique

Consultation n° **CCC\_SIG\_2025\_01**

## Table des matières

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1- IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2- OBJET DE L'ACCORD CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3- PERIMETRE DES BENEFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4- ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5- FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6- MONTANTS ESTIMATIFS ET MONTANTS MAXIMUMS .....</b>	<b>5</b>
6.1 Montants estimatifs .....	5
6.2 Montants maximums .....	6
<b>ARTICLE 7- DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>6</b>
7.1 Cadre général .....	6
7.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	6
<b>ARTICLE 8- LIEU D'EXECUTION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9- DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>7</b>
9.1 Marchés de prestations similaires .....	7
<b>ARTICLE 10- MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
10.1 Représentation des parties.....	7
10.2 Conditions d'exécution .....	8
10.3 Obligations du Titulaire .....	13
10.4 Responsabilité du Titulaire .....	14
10.5 Considérations sociales .....	14
10.6 Considérations environnementales .....	17
10.7 Traitement de données à caractère personnel .....	17
10.8 Confidentialité et secret des affaires .....	23
10.9 Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles .....	24
10.10 Clause de réexamen .....	28
10.11 Constatation de l'exécution des prestations .....	30
10.12 Garantie .....	30
10.13 Pénalités.....	30
<b>ARTICLE 11- REGIME FINANCIER .....</b>	<b>33</b>
11.1 Forme et contenu des prix.....	33
11.2 Variation des prix.....	33
11.3 Avances.....	34
11.4 Modalités financières .....	34
11.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande .....	37
11.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	38
<b>ARTICLE 12- REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>39</b>
12.1 Régime des Résultats .....	39
12.2 Régime des Connaissances antérieures .....	40
12.3 Connaissances antérieures .....	41
12.4 Prix de la cession des droits.....	41

12.5	Exercice des droits.....	41
<b>ARTICLE 13 - DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>		<b>42</b>
13.1	Échanges dématérialisés .....	42
13.2	Langue.....	42
13.3	Sous-traitance.....	42
13.4	Assurances.....	44
13.5	Autres obligations administratives.....	44
13.6	Résiliation .....	45
13.7	Exécution aux frais et risques du Titulaire.....	46
13.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .	46
13.9	Différends.....	49
13.10	Litiges et contentieux .....	50
<b>ARTICLE 14 - DEROGATIONS AU CCAG.....</b>		<b>50</b>
<b>ARTICLE 15 - LISTE DES ANNEXES AU CCAP .....</b>		<b>50</b>

## **Préambule**

Le présent marché est un accord-cadre passé par le Service d'information du Gouvernement (SIG) en qualité d'Acheteur pour ses propres besoins et pour les besoins des Bénéficiaires mentionnées à l'article 3. L'Acheteur agit en son nom, mais également au nom et pour le compte desdits Bénéficiaires.

Dans ce cadre, les bons de commande sont émis, selon les prestations commandées, par chacun des Bénéficiaires de l'accord-cadre.

## **Article 1 - Identification de l'Acheteur**

L'Acheteur, ou Pouvoir Adjudicateur, de l'accord-cadre est :

Services du Premier ministre  
**SERVICE D'INFORMATION DU GOUVERNEMENT**  
20 avenue de Ségur  
75007 Paris Cedex 07

[sig-marches@pm.gouv.fr](mailto:sig-marches@pm.gouv.fr)

Type de Pouvoir Adjudicateur : État

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Le directeur du Service d'information du Gouvernement

## **Article 2 - Objet de l'accord cadre**

L'accord-cadre a pour objet l'accompagnement à la passation et à l'exécution de marchés publics de communication (lot 1) et des marchés publics de conseil et achat média (lot 2), à des fins de maîtrise des coûts.

L'accord-cadre porte sur des prestations intellectuelles.

Code CPV de la consultation : 79410000 – Services de conseil en affaires et en gestion

## **Article 3 - Périmètre des Bénéficiaires de l'accord-cadre**

La présente consultation est conduite par le Service d'information du Gouvernement (SIG) pour ses propres besoins ainsi que pour les besoins des entités budgétairement soutenues par la direction des services administratifs et financiers (DSAF) des services du Premier ministre, dénommés ci-après les Bénéficiaires. À titre indicatif, ces entités) sont listées en annexe 5 du CCAP.

Il est à noter que les Bénéficiaires sont susceptibles de recourir aux prestations au même moment. Le Titulaire du marché doit donc être en mesure de satisfaire tous les besoins, pour chaque prestation et avec la même exigence de qualité.

## **Article 4 - Allotissement**

L'accord-cadre est alloti.

Les prestations sont alloties de la manière suivante et les détails de chaque prestation sont définis dans les CCTP correspondants :

N°	Intitulés des lots
Lot 1	Contrôle de coûts par l'assistance à maîtrise d'ouvrage des marches publics de communication (hors marché de conseil et achat media)
Lot 2	Contrôle de coûts par l'assistance à maîtrise d'ouvrage des marches publics de conseil et achats media (hors marché de communication)

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

#### **Article 5 -      Forme et étendue de l'accord-cadre**

Chaque lot du présent marché public constitue un accord-cadre.

Chaque lot du présent accord-cadre est mono-attributaire.

Chaque lot du présent accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

#### **Article 6 -      Montants estimatifs et montants maximums**

##### **6.1            Montants estimatifs**

À titre indicatif, de façon non contractuelle et non engageante, l'accord-cadre est estimé pour l'ensemble des entités Bénéficiaires, à un montant total de 277 500 € HT par an, soit 1 110 000 € HT sur toute la durée (4 ans), réparti comme suit :

N°	Montant estimé par an en €HT	Montant estimé sur 4 ans en €HT
<b>Lot 1 – Accompagnement des marchés de communication</b>	221 250 €	885 000 €
<b>Lot 2 – Accompagnement des marchés de conseil et achat média</b>	56 250 €	225 000 €

## 6.2 Montants maximums

À titre indicatif, de façon non contractuelle et non engageante, l'accord-cadre est estimé à un montant maximum de :

N°	Montant minimum sur 4 ans en €HT	Montant maximum sur 4 ans en €HT
<b>Lot 1 – Accompagnement des marchés de communication</b>	Pas de montant minimum	1 770 000 €
<b>Lot 2 – Accompagnement des marchés de conseil et achat média</b>	Pas de montant minimum	450 000 €

Il convient toutefois de préciser que le montant maximal susceptible d'être commandé n'est ni une estimation, ni une information sur la consommation réelle du marché. Ce montant n'est qu'un seuil à l'atteinte duquel l'accord-cadre prendra obligatoirement fin, que l'accord-cadre soit ou non arrivé à son échéance, conformément à la jurisprudence CJUE, 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S c/ Region Nordjylland og Region Syddanmark, Aff. C23-20.

Si un lot est concerné, il cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'Acheteur.

## Article 7 - **Durée de l'accord-cadre**

### 7.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

Le début des prestations commence à compter de la date de notification de chaque lot.

### 7.2 Reconduction de l'accord-cadre

Chaque lot est reconductible 3 fois par période de 1 an. Sa durée globale maximale est de 4 ans. La reconduction se fait de manière tacite.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. L'Acheteur transmet sa décision au Titulaire par courriel avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant la fin de la validité de l'accord-cadre. La décision de non-reconduction n'est assortie d'aucune indemnité.

## Article 8 - **Lieu d'exécution**

Les prestations sont réalisées essentiellement en France. Le lieu d'exécution est précisé dans chaque bon de commande.

À titre d'information, les réunions avec le titulaire auront lieu principalement à Paris.

## **Article 9 - Documents contractuels**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, pour chacun des lots, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
  - Annexe 1 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
  - Annexe 2 : liste des contacts du Titulaire en charge du marché ;
  - Annexe 3 : clause sociale.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : glossaire
  - Annexe 2 : traitements des données à caractère personnel par le Titulaire en qualité de Sous-traitant RGPD ;
  - Annexe 3 : confidentialité et sécurité des données ;
  - Annexe 4 : interdiction d'attribuer ou d'exécuter des contrats de la commande publique avec la Russie ;
  - Annexe 5 : liste des entités relevant du périmètre budgétaire des services du Premier ministre (SPM) ;
  - Annexe 6 : questionnaire relative aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
  - Annexe 7 : reporting des consommations ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- La charte d'accessibilité de la communication de l'État ;
- La charte graphique de l'État ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

### **9.1 Marchés de prestations similaires**

L'Acheteur peut négocier, avec le Titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## **Article 10 - Modalités d'exécution des prestations**

### **10.1 Représentation des parties**

#### **10.1.1 Représentation de l'Acheteur**

L'interlocuteur désigné par l'Acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné au plus tard le mois suivant la notification de l'accord-cadre.

L'Acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire.

### **10.1.2 Représentation du titulaire**

Le Titulaire désigne un binôme habilité à le représenter auprès de l'Acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Ces interlocuteurs sont désignés, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, dans l'offre du Titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, l'Acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné, et à envoyer à l'Acheteur une version actualisée de l'Annexe 2 à l'AE « Contacts Titulaires » dans le mois suivant la modification.

## **10.2 Conditions d'exécution**

### **10.2.1 Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'Acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du Titulaire. De même, le Titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le Titulaire est tenu pendant la période de remplacement d'assurer la continuité de l'exécution des prestations.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'Acheteur. Tout refus sera motivé.

Le Titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 2 semaines à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le Titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'Acheteur. Dans les 10 jours<sup>1</sup> ouvrés suivants cette notification à l'Acheteur, le Titulaire doit communiquer à l'Acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'Acheteur ne le récusé pas dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception de cette proposition du Titulaire. Si, dans ce délai, l'Acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le Titulaire dispose d'un nouveau délai de 10 jour ouvré pour proposer un autre remplaçant.

À défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'Acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire.

En tout état de cause, il appartient au Titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence et de qualité des prestations, conformément aux documents contractuels régissant le présent marché.

---

<sup>1</sup> Sauf mention contraire, les délais sont exprimés en jours ouvrés.



### **10.2.2 Délais d'exécution des prestations**

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande ou de l'ordre de service.

### **10.2.3 Émission et exécution des bons de commande**

Les prestations de tous les lots du présent accord-cadre sont déclenchées par bon de commande ou par ordre de service émis par le donneur d'ordre au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix fixés à l'annexe financière à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Les bons de commande et ordres de service sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le Titulaire doit systématiquement envoyer par retour de courriel un accusé de réception de la commande.

Toute signature par le Titulaire des bons de commande ou des ordres de services, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande ou ordre de service est la date fixée dans celui-ci.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro d'engagement juridique (EJ) nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- La référence de l'accord-cadre, N° court (référence interne) et long (référence marché) ;
- Le nom et les coordonnées du Titulaire, SIRET compris ;
- Le nom et l'adresse du service donneur d'ordre ;
- Le code du service exécutant (Code SE ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- Le nom du projet / de la mission objet de la prestation à effectuer ;
- La désignation et la quantité des prestations commandées, y compris le code des UO commandées<sup>2</sup> ;
- Le prix correspondant des UO hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le montant total en euro HT et TTC du bon de commande ;
- Le taux et le montant des taxes dont la TVA ;
- La date d'établissement de la commande ;
- La date de livraison prévisionnelle ;
- Le délai d'exécution des prestations ;
- La date de début d'exécution du bon de commande ;
- La date de fin d'exécution du bon de commande ;

---

<sup>2</sup> Les quantités peuvent être commandées à partir de 0,1 quantité (une décimale après la virgule maximum).

- Le lieu d'exécution des prestations ;
- La référence du devis ;
- L'adresse de facturation ;
- La référence au devis du Titulaire.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, par dérogation à l'article 3.7 du CCAG de référence, les notifier à l'Acheteur dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le représentant de l'Acheteur se réserve la faculté d'annuler une commande à tout moment, jusqu'au début de la réalisation de la prestation concernée. Cette annulation n'ouvre pas droit à indemnité au bénéfice du Titulaire, à l'exception toutefois des frais réellement exposés par lui, le cas échéant, pour la préparation de l'exécution de la commande considérée. Le Titulaire est indemnisé de ces frais sur la base d'un état présenté par lui, accompagné de l'ensemble des pièces justificatives appuyant sa demande.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'Acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'Acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à l'Acheteur les faits, dans les 5 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'Acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le Titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

#### **10.2.4 Pilotage**

Le pilotage de l'accord-cadre au niveau des SPM est assuré par le SIG, en tant pilote de l'accord-cadre. La gestion de projet est assurée par le chef de projet du donneur d'ordre à son niveau.

##### **Réunion de pilotage**

Différentes réunions peuvent être organisées par l'Acheteur avec les parties prenantes (réunion de déploiement, réunions de suivi, autres réunions, etc.). Les modalités sont précisées dans les CCTP.

Toute réunion de travail fait l'objet, dans un délai de trois (3) jours ouvrés, d'un compte-rendu élaboré par le Titulaire et adressé par courriel au service en charge de l'exécution et aux participants.

La production de ces comptes rendus comme la participation aux réunions de travail sont incluses dans les prix de l'accord-cadre. L'absence des comptes-rendus ou de participation aux réunions peut entraîner l'application de pénalités.

### **Suivi des consommations de l'accord-cadre**

Le Titulaire assure la conduite des projets sous maîtrise d'ouvrage de l'administration et s'engage ainsi à mettre en place des outils de reporting / suivi de réalisation (notamment budgétaire).

Dans le cadre du suivi de chaque projet, le Titulaire effectue le reporting et le suivi technique de l'ensemble des actions entreprises.

Les frais de suivi de projet, de reporting, etc. sont réputés inclus dans les prix.

Le Titulaire transmet à l'Acheteur à une fréquence semestrielle un état de son activité au sein du présent accord-cadre.

Cet état d'activité comprend la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant ainsi que le nom des donneurs d'ordre et les UO commandées.

Afin de faciliter la consolidation des données, le fichier de reporting transmis par l'Acheteur (annexe 7 au CCAP) est limité en termes de modifications :

- Les données doivent ainsi être renseignées directement par le Titulaire sans apporter de modifications au fichier transmis ;
- Le fichier transmis ne peut être dupliqué ou mis en partage sur un drive.

Pour chaque semestre et au plus tard le 15 du mois suivant la fin du semestre (soit le 15 juillet au plus tard pour le S1, et le 15 janvier N+1 pour le S2 de l'année N), le Titulaire doit fournir tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du semestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Le tableau de reporting est à transmettre aux adresses suivantes : [sig-marches@pm.gouv.fr](mailto:sig-marches@pm.gouv.fr).

En cas de retard dans la transmission des éléments ainsi qu'en cas de mauvais remplissage du tableau de reporting, le Titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 11.12.3 « Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre » du présent CCAP.

## Synthèse annuelle d'exécution de l'accord-cadre

Le Titulaire transmet à l'Acheteur, une fois par an, un **bilan qualitatif consolidé** de son activité au sein du présent accord-cadre. Ce bilan complète le reporting semestriel prévu dans l'article 10.2.4 « Suivi des consommations de l'accord-cadre » du présent CCAP, il ne s'y substitue pas.

Le Titulaire transmet le bilan annuel à l'Acheteur dans un délai d'un mois suivant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Ce bilan représente un état de son activité au sein du présent accord-cadre (bilan d'activité).

Le bilan annuel ne s'appuie pas seulement sur les données issues du reporting semestriel transmis par le Titulaire. Il en constitue une synthèse (graphique, tableau consolidé, etc.), complétée d'un volet d'analyse qualitatif comprenant, a minima :

- Nom du Donneur d'ordre (entité des SPM / service Donneur d'ordre) ;
- Nom du marché public pour lequel le présent marché est mis en œuvre ;
- Titulaire du marché public contrôlé ;
- Prestation(s) réalisée(s) au titre du présent marché ;
- Période(s) de réalisation de la (des) prestation(s) au titre du présent marché ;
- Montant(s) facturé(s) au titre du présent marché ;
- Économie(s) réalisée(s) grâce à l'intervention du Titulaire du présent marché ;
- La proportion d'activation des différentes UO par les Bénéficiaires depuis la notification afin d'évaluer l'utilisation effective de l'accord-cadre ;

Ce bilan peut, à la demande de l'Acheteur, servir de support à un échange annuel de pilotage.

Les frais d'analyse et de synthèse de l'activité sont réputés inclus dans les prix.

### 10.2.5 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

### 10.2.6 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure par l'Acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

### **10.3**      **Obligations du Titulaire**

#### **10.3.1**      **Obligation de conseil**

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux matériels, logiciels et prestations fournis à l'Acheteur. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le Titulaire et l'Acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre. Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier de l'accord-cadre par l'organisation de comité de pilotage annuel. Ce comité de pilotage a pour objectif de détailler les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant de proposer des ajustements.

#### **10.3.2**      **Obligation d'information**

Le Titulaire est tenu de signaler à l'Acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### **10.3.3**      **Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du Titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

#### **10.3.4**      **Modification de l'équipe désignée par le Titulaire pour l'exécution du marché**

La capacité du Titulaire à produire une prestation de qualité tenant pour une part importante à l'équipe désignée pour sa réalisation, le Titulaire est tenu d'informer l'administration de tout changement dans sa composition. Le Titulaire est tenu de présenter des profils disposant de compétences et d'expériences identiques à celles qu'il a inclus dans son offre.

#### **10.3.5**      **Obligation d'utiliser la langue française**

Tous les documents remis par le Titulaire sont rédigés en langue française.

Le Titulaire emploie la langue française dans ses échanges avec l'administration bénéficiaire et la rédaction des documents auxquels ils participent.

Il ne peut utiliser ni expression ni termes étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française.

Outre la rédaction en langue française, les documents auxquels le Titulaire participe peuvent comporter une ou plusieurs versions en langue étrangère.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

#### **10.4**      **Responsabilité du Titulaire**

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

#### **10.5**      **Considérations sociales**

##### **10.5.1**      **Promotion de l'égalité professionnelle et de la diversité**

Les bénéficiaires sont engagés dans une démarche de promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de diversité.

À ce titre, elles conduisent une politique visant à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et d'autre part à prévenir les discriminations et favoriser la diversité non seulement dans la gestion de leurs ressources humaines mais aussi dans le cadre de leurs relations avec leurs prestataires et fournisseurs.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les services du Premier ministre (SPM) par exemple mettent actuellement en œuvre un plan d'action pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes, favoriser le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement et d'encadrement supérieur.

Pour inciter le Titulaire du présent accord-cadre à entamer ou développer une démarche similaire ou pour s'inspirer de ce que ce dernier a déjà entrepris en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, l'Acheteur a rédigé un questionnaire « diversité et égalité professionnelle » annexe 7 au présent CCAP. Le questionnaire complété aura été remis soit au moment de la remise de l'offre soit au moment de l'attribution de l'accord-cadre au soumissionnaire retenu. Il n'est exigé que du seul attributaire.

Le contenu du questionnaire doit être actualisé par le Titulaire de l'accord-cadre tous les ans à la date anniversaire de la notification.

### **10.5.2 Clause sociale applicable à l'ensemble des lots**

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le SIG a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce contrat une clause sociale obligatoire. Cette clause prendra la forme d'une clause sociale de formation sous statut scolaire.

Le présent accord-cadre prévoit, dans le respect du calendrier scolaire, la mise en place par le Titulaire d'un dispositif de formation sous statut scolaire d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire.<sup>3</sup>

Les bénéficiaires de ce dispositif sont des jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation : soit d'un niveau de qualification inférieur au baccalauréat général ou un diplôme à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Le volume horaire de travail minimum ci-dessous leur est obligatoirement réservé. Néanmoins, le Titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite. Il est précisé que ce volume horaire est à réaliser chaque année du marché, pour chacun des lots.

L'obligation de réaliser l'action d'insertion s'applique dès lors que le Titulaire atteint un montant minimum de chiffre d'affaires (CA) sur le marché. Ce montant, considéré annuellement est le suivant pour chacun des lots, comme indiqué ci-dessous.

<b>Montant de CA en HT €</b>	<b>Nombre d'heures d'insertion à réaliser par le Titulaire sur la durée d'exécution du marché</b>	<b>CA minimum à atteindre</b>
<b>Lot 1</b>	<b>450 heures</b>	<b>100 K€</b>
<b>Lot 2</b>	<b>450 heures</b>	<b>100 K€</b>

---

<sup>3</sup> Pour en savoir plus : <https://www.education.gouv.fr/la-clause-sociale-de-formation-sous-statut-scolaire-dans-les-marches-publics-41543>

Les modalités d'exécution de cette action sont précisées dans l'offre du Titulaire et notamment le volet « Fiche entreprise (proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire) dans l'annexe « Clause sociale » de l'acte d'engagement.

Le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal).

Le Titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées.

Le jeune bénéficiaire est accompagné par :

- La MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique ;
- Un responsable des ressources humaines (RRH), désigné par le Titulaire, interlocuteur privilégié de l'Acheteur ;
- S'il est différent du responsable des ressources humaines, par un référent au sein de l'entreprise qui est en relation directe avec le tuteur pédagogique.

#### **Exécution de la clause sociale pendant la durée de l'accord-cadre**

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes bénéficiaires sont proposés par la MLDS. La présence du Titulaire (responsable des ressources humaines et/ou référent entreprise) est obligatoire.

À cette occasion, la « fiche entreprise » remise par le Titulaire peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La « fiche entreprise » est transmise à l'Acheteur par le Titulaire du marché pour validation par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

À l'issue du choix du jeune bénéficiaire, une convention de stage tripartite est conclue entre le Titulaire du marché, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le bénéficiaire du dispositif (ou son représentant légal). Le Titulaire du marché transmet à l'Acheteur un exemplaire de la convention de stage tripartite signée dans les 10 jours ouvrés par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

#### **Suivi et évaluation de l'action de formation**

Le suivi de la clause sociale est réalisé par l'Acheteur et la MLDS, qui s'assurent de sa mise en œuvre par le Titulaire.

Le Titulaire répond à toute demande de l'Acheteur ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.



Le Titulaire transmet :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence du jeune bénéficiaire ;
- Le bilan final.

Toute transmission est réalisée dans les 10 jours ouvrés suivant la demande de l'Acheteur par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Dans le cas où le Titulaire rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, il doit en informer l'Acheteur et la MLDS. Les moyens à mettre en œuvre sont étudiés pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés dans le présent marché.

À l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le Titulaire. Le Titulaire transmet à l'Acheteur un exemplaire du bilan signé dans les 10 jours ouvrés par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

## **10.6** Considérations environnementales

Pour chaque prestation, la description des livrables que le Titulaire doit exécuter est précisée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Sauf indication contraire, tous les livrables sont fournis au format électronique. S'ils devaient être remis au format papier, ce dernier doit être certifié PEFC – FSC ou recyclé.

## **10.7** Traitement de données à caractère personnel

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'Acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### **10.7.1** Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'Acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

### **10.7.2 Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractère personnel**

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable du traitement et pour la durée du présent marché public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services prévus dans le marché.

Le responsable du traitement a l'obligation de joindre une annexe RGPD complétant le présent cahier des clauses administratives particulières (annexe 2 au CCAP). Dans ce but, il transmet préalablement à la mise en œuvre de tout traitement l'annexe dûment complétée au représentant RGPD du titulaire du marché.

Cette annexe mentionne les informations suivantes :

- La nature des opérations réalisées sur les données ;
- La ou les finalité(s) du traitement ;
- Les données à caractère personnel traitées ;
- Les catégories de personnes concernées.

Pour l'exécution du service objet du présent marché public, le responsable du traitement met à la disposition du titulaire les informations liées aux traitements (voir annexe RGPD).

### **10.7.3 Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

### **10.7.4 Obligations du Titulaire vis-à-vis de l'Acheteur**

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent accord-cadre ;
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'Acheteur figurant en annexe du présent accord-cadre. Si le Titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'Acheteur ;
3. Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État

membre auquel il est soumis, il doit informer l'Acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

À défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le Titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'Acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'Acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;

5. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

6. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et la protection des données par défaut.

#### **10.7.5          Sous-traitance des activités de traitement**

Lorsque le Titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'Acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'Acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jour ouvré à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'Acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'Acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe l'Acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

#### **10.7.6 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement**

Il appartient à l'Acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le Titulaire aide l'Acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

#### **10.7.7 Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Titulaire notifie à l'Acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 4 heures après en avoir pris connaissance par tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de la notification. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 3 jours ouvrés au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'Acheteur, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'Acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 3 jours ouvrés à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'Acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'Acheteur, le Titulaire communique, au nom et pour le compte de l'Acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'Acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### **10.7.8 Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'Acheteur de ses obligations**

Le Titulaire aide l'Acheteur :

- À la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- À la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le Titulaire met à la disposition de l'Acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

#### **10.7.9 Mesures de sécurité**

Le Titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **10.7.10 Sort des données**

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'Acheteur informe le Titulaire de sa décision relative au sort des données. L'Acheteur peut demander au Titulaire de :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- Lui renvoyer toutes les données à caractère personnel ou au tiers désigné par l'Acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

#### **10.7.11 Délégué à la protection des données**

Dès la notification de l'accord-cadre, l'Acheteur communique au Titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

#### **10.7.12 Registre des activités de traitement**

Le Titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'Acheteur comprenant :

1. Le nom et les coordonnées de l'Acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'Acheteur ;
3. Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
  - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

## 10.8 Confidentialité et secret des affaires

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'Acheteur peut demander, à tout moment, au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

Le présent accord-cadre concerne des prestations intellectuelles de conseil et assistance à maîtrise d'ouvrage.

Dès lors, de par l'objet-même de l'accord-cadre, le Titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 10 000 euros par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le Titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'Acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'Acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'Acheteur informe le Titulaire par écrit 10 jours ouvrés avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'Acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## **10.9** Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles

Conformément aux circulaires PM n° 6329/SG du 19 janvier 2022 relative à l'encadrement du recours par les administrations et les établissements publics de l'État aux prestations intellectuelles et n°6391/SG du Premier ministre du 7 février 2023 sur le pilotage et l'encadrement du recours aux prestations intellectuelles, la conduite de ces transformations peut, dans certains cas précisément identifiés, conduire à recourir à des prestations intellectuelles pour :

- Acquérir des compétences et expertises dont l'administration ne dispose pas à un instant donné pour lui permettre d'atteindre ses objectifs et mettre en œuvre les transformations attendues par les citoyens ;
- Faire face à un besoin ponctuel en compétences et expertises complémentaires dans la conduite d'un projet lorsque les capacités des services ne permettent pas d'absorber la charge nécessaire à sa mise en œuvre dans les délais impartis ;
- Éclairer les décideurs publics d'un regard extérieur afin d'intégrer les innovations ou bonnes pratiques, identifiées dans d'autres pays ou dans le secteur privé, qui pourraient être utiles à la bonne mise en œuvre de l'action et des services publics.

Le service responsable du pilotage de la prestation s'engage à ne pas fournir aux intervenants du Titulaire d'adresse de messagerie pouvant créer une confusion avec celles des agents de sa structure.

Le Titulaire s'engage à ce que tous les intervenants fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Dans le cadre de leurs missions, les prestataires doivent impérativement utiliser cette signature dans tous leurs échanges électroniques tant avec l'administration bénéficiaire qu'avec des tiers.

A l'occasion de présentations en réunion, l'identification des prestataires doit également être claire et non-équivoque. De même sur les différents documents de travail que le Titulaire peut être amené à produire dans le cadre de l'exécution des prestations, son identification doit se faire de manière claire et sans équivoque.

### **10.9.1** Réunions, comptes rendus, livrables

Toute réunion de travail fait l'objet, dans un délai de 5 jours ouvrés, d'un compte-rendu écrit élaboré par le Titulaire et adressé par courriel au service en charge de l'exécution et aux participants.

La production de ces comptes rendus est incluse dans les prix de l'accord-cadre.

Le Titulaire peut élaborer des versions de travail de ses livrables finaux qu'il échange avec le service en charge de l'exécution de la prestation, afin de recueillir des avis intermédiaires et permettre des réajustements de la trajectoire de la réflexion, si besoin.



### **10.9.2 Évaluation sur la qualité du service rendu**

À l'issue de chaque bon de commande, les prestations font l'objet d'une évaluation sur la qualité du service rendu par le prestataire ainsi que sur l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression de besoin dans un délai de 30 jours à compter de la remise des derniers éléments de la commande. Cette évaluation est réalisée, en cours d'exécution selon un modèle défini par l'administration.

En cas de note insatisfaisante une réfaction pourra être appliquée.

Conformément au CCAG de référence, lorsque l'Acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les 15 jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, l'Acheteur dispose ensuite de 15 jours pour lui notifier une nouvelle décision.

À défaut d'une telle notification, l'Acheteur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

### **10.9.3 Capitalisation**

Le Titulaire assure les transferts de compétences et les actions de sensibilisation nécessaires vers le service en charge de l'exécution de la prestation afin d'assurer la maîtrise et la bonne application de celles-ci. Ces transferts de compétences visent à ce que les agents en bénéficiant soient en capacité de répliquer seuls ces techniques et pérenniser la démarche engagée.

Les actions peuvent notamment prendre la forme de communication, guides méthodologiques, formations présentielle ou à distance.

Dans ce contexte, un ou plusieurs agents du service en charge du pilotage de la prestation sont nominativement désignés et intégrés de manière systématique à l'équipe projet.

Ils participent aux comités de pilotage, réunion d'avancement et réunion de fin de phase / fin d'accord-cadre.

Ils participent également à toute réunion ayant trait à la rédaction des livrables ainsi qu'aux éventuelles problématiques rencontrées par le Titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire définit et assure tout au long de l'accord-cadre la gestion documentaire des études qu'il réalise. Cette dernière comprend l'ensemble de la documentation recensée et produite.

Tout au long de l'exécution des prestations, le Titulaire met en place un dispositif de capitalisation des actions conduites, des documents produits et des méthodes mises en œuvre, qui alimentent une base de connaissances de manière à permettre leur réutilisation ultérieure par l'administration.

Ces documents sont stockés dans des outils ou lieux de stockage internes à l'administration et utilisables par l'ensemble des parties prenantes du présent accord-cadre.

Les documents sont remis sous forme numérique et transmis par la voie la plus adaptée et sécurisée.

Le Titulaire les fait parvenir à l'Acheteur et au service responsable de l'exécution des prestations, au plus tard, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à l'issue de l'accord-cadre.

#### Obligations pour les Titulaires manipulant des informations de l'Acheteur sur un SI externe à l'administration

Si le Titulaire est amené, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, à détenir, conserver ou faire transiter des informations concernant l'administration ou ses agents, sur un système d'information externe à l'administration, il est alors tenu de mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à leur protection.

#### **10.9.4 Interdiction d'utiliser les signes distinctifs de l'administration**

Le Titulaire a l'interdiction d'utiliser tout signe distinctif de l'administration bénéficiaire.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés selon la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du Titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du Titulaire, il est fait mention dans le livrable :

- De cette information ;
- De la prestation de conseil réalisée ;
- Du cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

#### **10.9.5 Respect des principes du service public**

Le Titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le Titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'Acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le Titulaire est tenu de signaler sans délai à l'Acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de 200 euros par manquement.

#### **10.9.6 Prévention des conflits d'intérêt**

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le Titulaire doit apporter au Bénéficiaire son savoir et son expérience dans son domaine d'activité.

Le Titulaire doit assumer ses missions en toute intégrité et clarté et éviter toute situation où les intérêts privés en présence sont tels qu'ils présentent une incompatibilité avec ses obligations contractuelles.

Le Titulaire de l'accord-cadre doit informer l'Acheteur de la survenance d'une situation susceptible de le placer en conflit d'intérêt. Celui-ci apprécie si la situation est compatible avec la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire du présent accord-cadre ne peut être candidat à une consultation en vue de la passation d'un marché public d'un Bénéficiaire pour lequel il aurait dispensé des prestations d'assistance pour la préparation d'un accord-cadre de communication / conseil et achat média. De même, le Titulaire ne peut être titulaire d'un autre marché public de communication / conseil et achat média pour lequel il aurait à réaliser des prestations de contrôle de coûts.

### **Pour chacun des lots**

En vue de garantir son indépendance et son impartialité, le Titulaire du présent accord-cadre s'engage, au plus tard avant toute émission de bon de commande, à déclarer par écrit à l'Acheteur tout risque de conflit d'intérêt mais encore tout lien quelconque (capitalistique, juridique ou autres) qu'il aurait déjà noué ou nouerait en cours d'exécution du présent accord-cadre avec les titulaires de marchés de communication / conseil et achats media des Bénéficiaires du présent accord-cadre.

À cette fin, la liste des opérateurs économiques titulaires de marché de communication pour le lot 1 et conseil et achat média pour le lot 2 est communiquée au titulaire dans les meilleurs délais suivant la notification de l'accord-cadre, et actualisée chaque année dans le mois suivant la date anniversaire de la notification.

En cas de conflit d'intérêt ou de lien quelconque déclaré à l'Acheteur avec un titulaire d'un marché de communication / conseil et achats media, la déclaration contient, le cas échéant, la description précise des éventuelles mesures prises par le Titulaire pour garantir le respect de ses obligations d'indépendance et d'impartialité.

Le Titulaire met à jour sa déclaration en cours d'exécution du présent accord-cadre, lors du changement de titulaire des marchés de communication / conseil et achats media des Bénéficiaires du présent accord ainsi qu'à l'occasion de toute évolution de ses liens quelconques avec ces titulaires.

À défaut pour le Titulaire de chacun des lots du présent accord-cadre de parvenir à démontrer dans la déclaration ainsi communiquée son indépendance et son impartialité, l'Acheteur peut confier la prestation d'assistance et maîtrise d'ouvrage pour la passation ou l'exécution d'un marché de communication / conseil et achats media en cause à un autre opérateur économique de son choix, sans ouvrir de droit quelconque à indemnisation du Titulaire du lot 1 / lot 2 du présent accord-cadre.

Concernant les prestations d'assistance à la passation de marché public de communication / conseil et achats media, le Titulaire s'engage à déclarer tout risque de conflit d'intérêt et tout lien quelconque qu'il aurait noué ou nouerait avec un ou des candidats à la passation dudit marché. Dans ce cas, l'analyse de la candidature, de l'offre ainsi que les éventuelles négociations avec ce candidat ont lieu sans sa présence. Le déport du Titulaire est sans impact sur le prix qui lui est dû.

### 10.9.1 Missions pro bono

Dans l'hypothèse où le Titulaire effectuerait des missions à titre gracieux (missions « pro bono ») au bénéfice de l'Acheteur, celles-ci devront être validées préalablement par l'autorité compétente dont relève l'Acheteur et ne pourront donner lieu à aucune contrepartie. Aucun droit de suite ne peut être accordé au prestataire d'une mission pro bono.

Toute action de démarchage, de prospection ainsi que toute invitation à des événements promotionnels de la part du Titulaire auprès des Entités bénéficiaires est prohibée.

### 10.10 Clause de réexamen

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-PI, ces modifications sont exclusivement à l'initiative de la personne publique.

Les prestations objet du présent marché pouvant être assujetties à des évolutions techniques, et réglementaires, des modifications peuvent avoir lieu dans les conditions prévues aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique.

Les évolutions techniques susceptibles d'occasionner des modifications peuvent couvrir plusieurs aspects telles que : **évolutions techniques ou technologiques des outils, évolutions du secteur ou évolutions réglementaires.**

#### Modifications du marché en cours d'exécution

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'Acheteur peut réexaminer le marché dans les cas suivants :

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix

Dans ce cas, le calcul s'effectue sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utilisent l'indice le plus proche sur proposition du Titulaire du marché et après l'accord de l'Acheteur.

Le changement d'indice est acté par un certificat administratif, il produit son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et peut donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix. En cas de désaccord, l'article 13.10 « Litiges et contentieux » du présent CCAP est applicable.

- À la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du Titulaire initial

Ce cas est d'application à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire en informe immédiatement l'Acheteur, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, extrait de parution au journal officiel éventuel, décision du tribunal de commerce, PV de décision en assemblée le cas échéant...).

Il apporte la preuve du maintien de ses capacités professionnelles, techniques et financières, notamment par la communication des éléments de présentation de la candidature demandés par l'Acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

L'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le présent marché s'il estime que la preuve de ces capacités n'est pas apportée ou, le cas échéant, que celles-ci s'avèrent insuffisantes au regard des niveaux de capacité exigés au présent marché.

Cette opération de restructuration ou de reprise du Titulaire initial sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.

- Cas de fusion des Bénéficiaires avec une autre entité ayant une personnalité juridique

Dans l'éventualité où un Bénéficiaire fusionne avec une autre entité juridique ayant une personnalité morale qui n'est pas répertoriée parmi les Bénéficiaires du marché, et à défaut de dispositions législatives ou réglementaires déterminant les conséquences de cette fusion sur le présent marché, les parties conviennent, dans les 30 jours suivant l'information de l'Acheteur, de savoir si le nouveau Bénéficiaire résultant de la fusion continuera à bénéficier de l'accord.

Le remplacement de ce bénéficiaire pourra faire l'objet soit d'un ordre de service.

- En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants

Ce cas s'applique à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement).

La modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie de certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière proposée par le Titulaire et signée par tous les membres du groupement.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique.

- Prestation commandée de manière récurrente dans le cadre d'une prestation sur devis

En cas de récurrence d'une prestation réalisée sur devis, ladite prestation peut être ajoutée au BPU au titre de prix nouveaux. À la demande de l'Acheteur, le Titulaire du marché propose les nouveaux prix à ajouter au BPU.

L'Acheteur se réserve le droit de rejeter ou de négocier toute proposition formulée par le Titulaire. Il ordonne la mise en œuvre du réexamen et le rajout de ces prix nouveaux par ordre de service. Les prix sont réputés définitifs si, dans le délai de 30 jours après notification de cet ordre de service, le Titulaire n'a pas présenté de réserve(s).

- Évolutions techniques ou technologiques des outils, évolutions du secteur ou évolutions réglementaires

Les prestations objet du présent marché pouvant être assujetties à des évolutions techniques, et réglementaires, des modifications peuvent avoir lieu dans les conditions prévues aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique.

Les évolutions techniques susceptibles d'occasionner des modifications peuvent couvrir plusieurs aspects telles que : évolutions techniques ou technologiques des outils, évolutions du secteur ou évolutions réglementaires.

## **10.11**      Constatation de l'exécution des prestations

### **10.11.1**      **Contrôle**

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, les opérations de contrôle s'effectuent dans les conditions décrites ci-dessous.

### **10.11.2**      **Opérations de vérification**

À l'issue des opérations de vérification, l'Acheteur prend, dans le délai prévu à l'article 28.2 du CCAG-PI, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Conformément au CCAG de référence, le délai imparti à l'administration pour procéder aux opérations de vérification est fixé à 15 jours ouvrés maximum. Au-delà de ce délai, la décision d'admission de l'administration est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, les prestations peuvent faire l'objet d'opérations de vérification simplifiées. L'acceptation des factures correspondant aux prestations vaut décision d'admission.

### **10.11.3**      **Constatation de l'exécution des prestations**

En application des dispositions de l'article 29 du CCAG-PI, lorsque l'Acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec une réfaction de prix. Elles peuvent également faire l'objet d'un rejet. Toute décision de réfaction ou de rejet doit être motivée, elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Les refactions et les pénalités applicables sont détaillées à l'article 10.13 du présent CCAP. Les refactions et pénalités sont en outre cumulables.

## **10.12**      Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence. Néanmoins, si le Titulaire a proposé dans son offre une durée de garantie supérieure, cette durée est contractualisée dans l'acte d'engagement.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

## **10.13**      Pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités peuvent être imputées sur tout bon de commande émis dans le cadre du marché, quel que soit le bon de commande faisant l'objet du manquement.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

Conformément au CCAG de référence, l'Acheteur peut résilier le marché pour faute du Titulaire en cas de manquement grave et répété, par le Titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

#### **10.13.1 Pénalités liées aux considérations sociales**

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il est appliqué par heure d'insertion non réalisée une pénalité de :

- Pour le lot 1 : 30 euros ;
- Pour le lot 2 : 30 euros.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le Titulaire subit une pénalité égale à 50 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'Acheteur.

En cas d'absence du Titulaire lors de réunions spécifiques de mise en œuvre de la clause sociale et le cas échéant aux réunions ultérieures de suivi, le Titulaire subit une pénalité de 200 euros.

#### **10.13.2 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

En cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des prestations indiqués dans le CCTP, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 100€ par jour de retard.

Par dérogation au CCAG-PI, le Titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

#### **10.13.3 Pénalités liées à la mauvaise exécution des prestations**

Pénalités pour sanctionner :

- Le non-respect des modalités d'exécution prévues dans le devis et le bon de commande ;
- Le défaut de qualité des prestations ;
- L'absence de livraison des prestations ;
- Le non-respect des moyens matériels et moyens humains prérequis ;

- La non-fourniture de documents contractuels (ex : assurances, compte rendu, note de synthèse, bilan d'activité) ;
- L'absence de participation aux réunions.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus, le Titulaire subit une pénalité égale à 100€ HT par entité et par livrable.

Conformément au CCAG de référence, l'Acheteur peut résilier le marché pour faute du Titulaire en cas de manquement grave et répété, par le Titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

#### **10.13.4 Pénalités liées aux outils permettant le suivi de l'accord-cadre**

Le Titulaire s'engage à répondre aux demandes de reporting périodiques conformément aux exigences spécifiées par l'Acheteur dans le CCTP, reporting financier semestriel et reporting qualitatif annuel.

Le reporting doit être complet, précis et soumis dans les délais convenus.

En cas de non-respect de cette obligation, le Titulaire sera soumis à une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard ou par reporting incomplet/mal rempli, jusqu'à l'acceptation du tableau de reporting par l'Acheteur.

En cas de retard dans la communication des reportings dus (le cas échéant, tous Bénéficiaires confondus) du présent-accord cadre, il est appliqué une pénalité égale à 500 € par mois de retard.

En cas de manquement du Titulaire à son obligation de prévenir l'Acheteur lorsque les consommations atteignent 80 % des valeurs maximales indiquées par l'Acheteur dans les documents de la consultation, il est appliqué une pénalité égale à 1 000 euros dès le constat de cette omission.

#### **10.13.5 Pénalités relatives à la sous-traitance**

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Acheteur r lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

À défaut de l'avoir produit, le Titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues à l'article 3.6.3 du CCAG de référence.



### **10.13.6 Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel**

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes sont appliquées : 100€ par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD, 100€ par heure de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.

Conformément au CCAG de référence, l'Acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire en cas de manquement grave et répété, par le Titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

## **Article 11 - Régime financier**

### **11.1 Forme et contenu des prix**

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement en Ile-de-France des interventions liées aux prestations sur site ;
- La cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visée à l'article 35 du CCAG-PI, sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations, hors frais annexes de déplacement ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison indiquée au CCTP. À ce titre, le Titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- Le suivi contractuel.

### **11.2 Variation des prix**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le Titulaire.

Les prix sont révisables tous les 12 mois à compter du premier jour du mois suivant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,50 + 0,50x S/S_0)$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

Po = prix d'origine

S = dernier indice INSEE connu 3 mois avant la date de la révision.

So = dernier indice INSEE connu 3 mois avant la date de la notification de l'accord-cadre.

L'indice utilisé est : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 sections J) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565192 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565192>

Toutefois, la clause annuelle de révision ne s'applique pas lorsque l'évolution du coefficient de révision des prix est comprise entre 0,98 et 1,02, c'est-à-dire entre - 2 % et + 2 % par rapport au coefficient de l'année précédente.

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

Il appartient au Titulaire de l'accord-cadre de procéder à la révision des prix. Pour ce faire, il soumet à l'approbation de l'Acheteur un nouveau bordereau des prix unitaires. Le bordereau des prix révisé doit être transmis à l'Acheteur au plus tard à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Passé ce délai, les prix restent inchangés pour la nouvelle période contractuelle.

Le silence de l'Acheteur au-delà d'un délai d'1 mois emporte acceptation tacite de ce nouveau bordereau. Les nouveaux prix ainsi obtenus restent inchangés pour une durée de 12 mois.

### **11.3** Avances

Sauf refus exprimé par le Titulaire dans l'acte d'engagement, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois mais inférieure ou égale à 12 mois, une avance de 5 % du montant de ce bon de commande est versée au Titulaire, conformément à l'article R 2191-7 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

### **11.4** Modalités financières

#### **11.4.1** Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à 3 mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

#### **11.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

L'ordonnateur est indiqué sur le bon de commande.

Le comptable assignataire des paiements est l'ensemble des comptables assignataires de l'État compétents sur le territoire de la France métropolitaine, Corse incluse, dont les coordonnées sont mentionnées sur les bons de commande.

#### **11.4.3 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'État et ses établissements publics (EP). La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

#### **11.4.4 Modalités de facturation**

##### **Facturation des prestations de l'accord-cadre**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait par l'Acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du Titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (Donneur d'ordre) et du destinataire de la facture (Titulaire) ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- La référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique et nom du marché) ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du Titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord-cadre par l'Acheteur aux torts exclusifs du Titulaire.

## Mode de transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

### 1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de, soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

### 2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

### 3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le Titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

## 11.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'Acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le Titulaire est tenu de :

- Produire un état semestriel de la consommation, tous Bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- Produire un état de la consommation à date, à la demande l'Acheteur, dans un délai maximal de 10 jours ouvrés à compter de cette demande ;
- Alerter l'Acheteur lorsque les consommations atteignent 80 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'Acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus, l'Acheteur :

- Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- Est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- S'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- S'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organise.

#### **11.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'Acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'Acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le Titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le Titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'Acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, etc.) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'Acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du Titulaire.

**En cas d'acceptation de la demande par l'Acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.**

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'Acheteur et le Titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le Titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le Titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le Bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le Titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **Article 12 - Régime des droits de propriété intellectuelle**

Le présent accord-cadre fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

Pour rappel :

- Les **Résultats** désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés par le Titulaire dans le cadre du présent Accord cadre tels que, par exemple, des créations (œuvres littéraires et artistiques, musicales, audiovisuelles, graphiques, photographique, personnages, logos, titres, slogans, chartes graphiques, des objets de toute nature, publicitaires ou non, des campagnes de communication par tout media, affichage, presse, radio, télévision, cinéma, web, etc., les développements informatiques et la documentation technique y afférente), des rapports, notes, recommandations, etc.

- Les **Connaissances antérieures** désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'Acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'Acheteur, au Titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché.

- Les **Connaissances antérieures standards** désignent les Connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, telles que les photographies de banque d'image, les typographies sous licence, la musique au mètre, achat d'art, etc.

### **12.1 Régime des Résultats**

L'Acheteur peut utiliser les Résultats pour les finalités prévues dans le CCTP, le bon de commande, les éventuels marchés subséquents et plus généralement dans le CCAG-PI. Il peut les adapter et les faire évoluer librement en fonction de ses besoins. Il peut confier à tout prestataire la mise en œuvre des Résultats et également consentir à tout tiers le droit de les exploiter pour la promotion ou les besoins pour lesquels les Résultats ont été créés et mis en œuvre. L'Acheteur peut également les réutiliser en tout ou partie, ensemble ou séparément, pour d'autres finalités dans le cadre de ses missions, pour tout

média, tout support et pour tout mode d'exploitation y compris à titre commercial, et ce sans aucune limitation.

L'Acheteur peut procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctif.

Tous les Résultats réalisés dans le cadre de l'exécution du présent Accord cadre sont cédés à titre exclusif à l'Acheteur par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG-PI.

Le Titulaire ne peut pas réutiliser de quelque manière que ce soit les Résultats, a fortiori les signes distinctifs de l'Acheteur (logos, marques, noms de domaines identiques ou similaires, etc.) dans un cadre extérieur au présent Accord cadre.

## **12.2** Régime des Connaissances antérieures

Il est rappelé qu'en application de :

- L'article 33.2 du CCAG-PI que dès lors que le Titulaire envisage d'utiliser des Connaissances antérieures ou des Connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans sa proposition suite au brief de l'Acheteur (article 5 du CCTP) ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution des prestations, avant toute intégration et/ou utilisation d'une Connaissance antérieure ou d'une Connaissance antérieure standard non prévue dans sa proposition.
- L'article 34-2 du CCAG-PI que si le Titulaire envisage au cours de l'exécution du marché subséquent d'utiliser une Connaissance antérieure standard (ex : achat d'art, photographie d'une banque d'image, typographie sous licence, musique au mètre, etc.), il doit obtenir l'accord préalable de l'Acheteur.
- Les droits d'utilisation sur les Connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence (durée, prix, etc.), telle qu'acceptée par l'Acheteur. Le prix de cette licence, pour la durée de l'Accord cadre est compris dans le prix des prestations.  
A l'échéance de l'Accord cadre, l'Acheteur doit être en mesure de contractualiser le cas échéant avec le Titulaire des droits pour obtenir une extension éventuelle de la licence.
- Par dérogation à l'article 34.2 du CCAG-PI, les Connaissances antérieures (typographies, illustrations, etc.) utilisées par le Titulaire pour concevoir un signe distinctif (logo, charte graphique, dénomination, signatures de marque, etc.) doivent permettre le dépôt à titre de marque et/ou de dessins et modèles par l'Acheteur ainsi qu'une exploitation pour ces finalités y compris à titre commercial, pour toute la durée des droits d'auteur. Le prix pour cette durée doit être compris dans le prix des prestations.



Le Titulaire est seul responsable d'obtenir les autorisations nécessaires pour utiliser l'image ou des éléments de la personnalité des personnes physiques (mannequins par exemple) pour les besoins découlant des prestations commandées.

Le Titulaire s'interdit d'utiliser des Connaissances antérieures dont le régime juridique serait incompatible avec les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans le CCTP, le bon de commande et les éventuels marchés subséquents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées. Le Titulaire est seul responsable de l'analyse de ces éléments préexistants.

Conformément au CCAG-PI, le Titulaire n'octroie aucune exclusivité à l'Acheteur sur les Connaissances antérieures.

Le Titulaire ne peut pas réutiliser les Connaissances antérieures de l'Acheteur dans un cadre extérieur.

### **12.3** Connaissances antérieures

En complément de l'article 35.3.1 du CCAG-PI, les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre et qui appartiennent à l'Acheteur à la notification de l'accord-cadre, notamment les éléments d'analyse de secteurs économiques, les modèles de document, etc. Sont considérées comme connaissances antérieures au sens du même article, tous les éléments appartenant au Titulaire au jour de la notification de l'accord-cadre et remis à l'Acheteur pour réaliser les prestations objet du présent accord-cadre.

En complément de l'article 35.3.1 du CCAG-PI, le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre pour leur réalisation et du régime des droits y afférent.

Le Titulaire s'engage à ne pas incorporer d'éléments dont le régime juridique pourrait faire obstacle à l'exploitation des résultats selon le régime fixé par le présent accord-cadre. Le cas échéant, le Titulaire remplace à ses frais la connaissance antérieure dont le régime juridique ne serait pas compatible avec celui des résultats.

Les connaissances antérieures de l'Acheteur ne peuvent être utilisées par le Titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

### **12.4** Prix de la cession des droits

Le prix de la cession est compris dans le prix du présent accord-cadre.

### **12.5** Exercice des droits

Pour permettre à l'Acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent accord-cadre, le Titulaire lui livre et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice tels que les fichiers natifs, fichiers source ou originaux.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'Acheteur. Elle est comprise dans le prix de l'accord-cadre.

Le Titulaire cède à l'Administration :

- Le **droit de reproduction** et d'utilisation pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, sur tout support actuel ou futur (papier ou supports dématérialisés) ;
- Le **droit de présentation**, de représentation et de diffusion de quelque façon que ce soit, sur quelque support ;
- Le **droit d'adaptation**, de traduction en toute langue, le droit de corriger, de réaliser de nouvelles versions, modifier, compiler et décompiler aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante ainsi qu'aux fins de régénération, assembler et de transcrire d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir ;
- Le **droit de distribution** à des tiers pour être réutilisés.

Les droits objets de la cession doivent permettre à l'Acheteur d'utiliser et de diffuser, sans restriction, les résultats.

## **Article 13 - Dispositions diverses**

### **13.1 Échanges dématérialisés**

L'Acheteur notifie au Titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil Acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique et selon les modalités suivantes :

- Pour les communications avec le SIG, a minima à l'adresse : [sig-marches@pm.gouv.fr](mailto:sig-marches@pm.gouv.fr)
- Pour les autres Bénéficiaires, à l'adresse précisée par le coordinateur du marché lors de la réunion de déploiement au niveau de l'entité bénéficiaire.

### **13.2 Langue**

Les échanges avec les Bénéficiaires ont lieu en français.

Tous les documents remis par le Titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### **13.3 Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément à l'Acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

À défaut de l'avoir produit, le Titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues à l'article 3.6.3 du CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'Acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le Titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'Acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'Acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'Acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

### 13.4 Assurances

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de 15 à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'Acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'Acheteur ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'Acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'Acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

### 13.5 Autres obligations administratives

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'Acheteur.

En cas de manquement, l'Acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire met à disposition tous 6 mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le Titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr> si l'Acheteur en dispose.

Si le Titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère en charge du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du CCP, le Titulaire fournit, si l'Acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

### **13.6**      Résiliation

L'Acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'Acheteur (notamment via l'application répétée de pénalités ou la notification formelle de mauvaise exécution répétée) ;
- En cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du Titulaire selon les dispositions du CCAG de référence ;
- Pour inexactitude des renseignements communiqués. L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire, sans indemnités ;
- Pour manquement grave à l'engagement d'insertion ;
- En cas d'absence de déclaration de cas de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 10.5 du présent CCAP.

Conformément aux dispositions de l'article 39.2 du CCAG-PI, la décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le Titulaire défaillant ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations écrites dans un délai fixé au moins à 10 jours ouvrés.

Passée cette information et suivant les explications fournies, l'Acheteur peut résilier l'accord-cadre à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit les points litigieux et avoir mis en demeure le Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais ci-dessus, cette mise en demeure étant restée infructueuse. La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

### **13.7**      **Exécution aux frais et risques du Titulaire**

Le cas échéant, l'Acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

### **13.8**      **Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'Acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'Acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanctions, de pénalités contractuelles à l'égard du Titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

#### **13.8.1**      **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du Titulaire**

Si le Titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du Titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'Acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'Acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du Titulaire, l'Acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le Titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du Titulaire.

Le Titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. À ce titre, toute justification permettant à l'Acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le Titulaire. Le Titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants, ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

### **13.8.2            Suspension à l'initiative de l'Acheteur**

Si l'Acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le Titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'Acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'Acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le Titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du Titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'Acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- Les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;

- Les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- La part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

### **13.8.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations**

L'Acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le Titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'Acheteur qui en informe le Titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

### **13.8.4 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'Acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre ou le cas échéant du lot concerné, sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

### **13.8.5 Indemnisation**

#### Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'Acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du Titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le Titulaire adresse à l'Acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :



- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le Titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

#### Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le Titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre chargé de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des Titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique.

Pour ce faire, le Titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. À défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du Titulaire.

#### Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'Acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du Titulaire.

### **13.8.6 Modalités de communications en cas de crise sanitaire**

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Echanges dématérialisés »).

### **13.9 Différends**

L'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'Acheteur et le Titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du CCP.

### 13.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français. Les correspondances relatives de l'accord-cadre sont rédigées en français.

Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, le litige, pour lequel le droit français seul est applicable, est porté devant le Tribunal administratif de Paris :

Tribunal administratif de Paris  
7 rue de Jouy  
75181 PARIS CEDEX 04  
Tél : + 33 1 44 59 44 00 / Fax : + 33 1 44 59 46 46

### Article 14 - Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG-PI sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-PI	Objet de la dérogation
10.1.2	3.4.1	Représentation du Titulaire
10.2.3	3.7	Emission et exécution des bons de commande
10.10	25	Clause de réexamen
10.11	29	Constatation de l'exécution des prestations
10.13.2	14.1	Pénalités de retard
12.1	35.2.1	Régime des résultats
12.2	34.2	Régime des Connaissances antérieures
13.6	40	Résiliation

En cas de stipulations contradictoires, les clauses du présent CCAP prévalent sur celles du CCAG-PI.

### Article 15 - Liste des annexes au CCAP

- Annexe 1 :** Glossaire
- Annexe 2 :** Traitements des données à caractère personnel par le Titulaire en qualité de Sous-traitant RGPD
- Annexe 3 :** Confidentialité et sécurité des données
- Annexe 4 :** Interdiction d'attribuer ou d'exécuter des contrats de la commande publique avec la Russie
- Annexe 5 :** Liste des entités relevant du périmètre budgétaire des services du Premier ministre (SPM)
- Annexe 6 :** Questionnaire relative aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- Annexe 7 :** Reporting des consommations